

Rapport Evaluation Rapide Multisectorielle

< ITURI_DJUGU_WALENDU DJATSI_WALENDU_PITSI >
< Zone de santé de Fataki et Rethy >

Date de l'évaluation : 22/04/2021 au 24/04/2021

Date du rapport : 29.4.2021

Pour plus d'information, contactez :

Raphael YIMGA T, Area Manager, DRC Fataki

raphael.yimga@drc.ngo

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	➤ Mouvements de population		
Date du début de la crise :	Le 22/03/2021	Date de confirmation de l'alerte :	14/04/2021
Code EH-tools			
Si conflit :			
<i>Description du conflit</i>	<p>Depuis juin 2019, le contexte sécuritaire du territoire de Djugu reste volatile, caractérisé par l'activisme des groupes armés pro-communautaires qui s'attaquent aux forces de sécurité et à la population civile commettant des crimes, meurtres, pillages et sabotages d'infrastructures socioéconomiques.</p> <p>Une accalmie s'est observée sur la partie Nord-Est du territoire entre Juillet et Septembre 2020 suite aux signatures des actes unilatéraux de cessez-le-feu par certains groupes armés à la suite de la sensibilisation des ex-seigneurs de guerre de la province de l'Ituri envoyés par le Chef de l'Etat pour faire de la médiation. Cette accalmie ne s'est pas observée sur la partie Ouest du territoire dans la zone dite minière à cause des intérêts économiques des acteurs armés qui veulent contrôler les différents puits d'exploitation d'or et installer les points de contrôle payants sur la route allant d'Iga barrière à Mungwalu.</p> <p>Les incidents de l'Ouest ont progressivement affecté le reste du territoire tout au long de la RN27 dès le premier trimestre de l'année 2021. En effet, le 22 mars 2021, six jeunes d'Iga barrière étaient tués par les miliciens CODECO lors d'une attaque sur le village Nyaranda à 6km à l'Ouest de Iga Barrière. Les jeunes en colère dans leur riposte ont incendié une voiture appartenant à une agence des Nations Unies et dans la foulée créé un check point aux fins de collecter illégalement de l'argent auprès de camions et autres usagers de la route pour financer l'enterrement de leurs confrères dont les corps étaient à la morgue à Bunia.</p> <p>Pendant ces cinq jours de collecte d'argent, ils vérifiaient les identités des passants de facto a réduit la circulation sur la RN27. Comme si cela ne suffisait pas et pour marquer leur emprise, le lundi 05 avril, des jeunes d'Iga et de Lopa ont creusé une tranchée à Linji entre</p>		

les deux centres, dans le but d'empêcher la circulation jusqu'à ce que les massacres prennent fin en Djugu.

Dans la même zone, du 10 au 11 avril, le village Kpadjole à 2km de Lopa est attaqué et occupé par les miliciens CODECO, qui ont incendié des maisons et procédé aux pillages. Le 11 avril, toujours sur la RN 27 à Bassa, 18km de Fataki, des jeunes à leur tour ont aussi creusé une tranchée pour démontrer leur mécontentement après l'assassinat de leur chef de village par les miliciens de CODECO.

L'assassinat du chef de Bassa est survenu à la suite d'attaques dans des villages environnants ayant provoqué un grand mouvement de populations à Bule centre et dans les sites de Savo. Les attaques du Sud au Nord vont progressivement affecter partiellement le centre de Fataki dès le 09 avril. On commence alors à observer la paralysie des activités économiques qui va s'aggraver avec la persistance des messages selon lesquels des miliciens vont passer collecter de l'argent auprès des opérateurs économiques de Fataki.

Du 14 au 16 avril, le contexte sécuritaire va connaître une escalade quand 3 villages périphériques à l'Ouest de Fataki (Nyalibate, Nyudhai et Jobalo) seront attaqués et à la suite de quoi d'importants mouvements des populations seront observés. La quasi-totalité de la population s'est ainsi vidée vers Djaiba pour chercher protection auprès de la MONUSCO (en créant un site de fortune proche du camp de la MONUSCO) et dans les familles d'accueil à Djaiba, un village de Bahema Badjere.

Le bilan des attaques des villages périphériques de Fataki fait état de 9 morts et plus de cent maisons incendiées. Le mode opératoire des assaillants n'est pas celui de CODECO comme groupe armé qui fait des attaques directes contre les forces de sécurité ou contre des villages occupés par des communautés antagonistes. La majorité des victimes sont celles vivant en situation de conflits fonciers ouverts ou de champs avec les voisins.

Les déplacements des populations dans ce contexte ont obéi aux dynamiques de solidarités communautaires. C'est ainsi que les Lendu de Fataki se sont dirigés en direction Nord-Ouest du centre de Fataki dans la forêt et vers Libi craignant des représailles, soit des FARDC ou de la communauté victime. Les Hema et autres ont pris la direction Est à Djaiba proche de la MONUSCO et à Loda au site de déplacés.

Le 15 avril, une voiture ayant quitté Fataki pour Mahagi avec certains déplacés est stoppée et conduit vers la forêt. Les passagers à bord payeront 700\$ USD pour leur libération. Cet incident va décourager d'autres personnes à fuir hors la zone.

Dans les jours qui vont suivre ces incidents, les FARDC vont renforcer leurs effectifs à Fataki centre. Pour autant, les populations continuent de faire de la résistance pour retourner à Fataki. Selon elles, aussi longtemps que les FARDC resteront essentiellement au centre de la localité et dans les quartiers environnants, encore très loin de la forêt aux champs où elles sont attaquées par surprise, rien ne justifierait cette fois-ci leur retour.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Autochtones	Déplacés à cause de cette crise	Retournés à cause de cette crise	Réfugiés/rapatriés	%
Bule	4635	696	-	-	15
Loda	3945	1144	-	-	30
Djaiba	7949	10270	-	-	129
Mbrub et dzina	23860	6628	-	-	28

Source : président des déplacés Loda et Bule, Chefs de groupement Dzina et Mbrub, leaders communautaires

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Les activités agricoles, l'élevage du petit bétail et le petit commerce comme sources génératrices de revenus sont interrompus, les articles ménagers essentiels et autres biens de valeurs abandonnés, pillés et incendiés. Les moyens de subsistance (productions agricoles, semences, outils aratoires, champs) abandonnés et les produits agricoles de la saison culturale ont été récoltés par des inconnus.	
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : Environ 20 km En temps parcouru : 4h	
Lieu d'hébergement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Communautés d'accueil ▪ Sites spontanés. 	
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	La majeure partie des personnes déplacées n'envisage pas de retourner dans leurs villages d'origine compte tenu de la situation sécuritaire dégradante au jour le jour. Des mouvements pendulaires des populations de Fataki sont observables au quotidien. Tous les matins elles remontent à Fataki et les soirs redescendent vers Djaiba pour leur sécurité.	

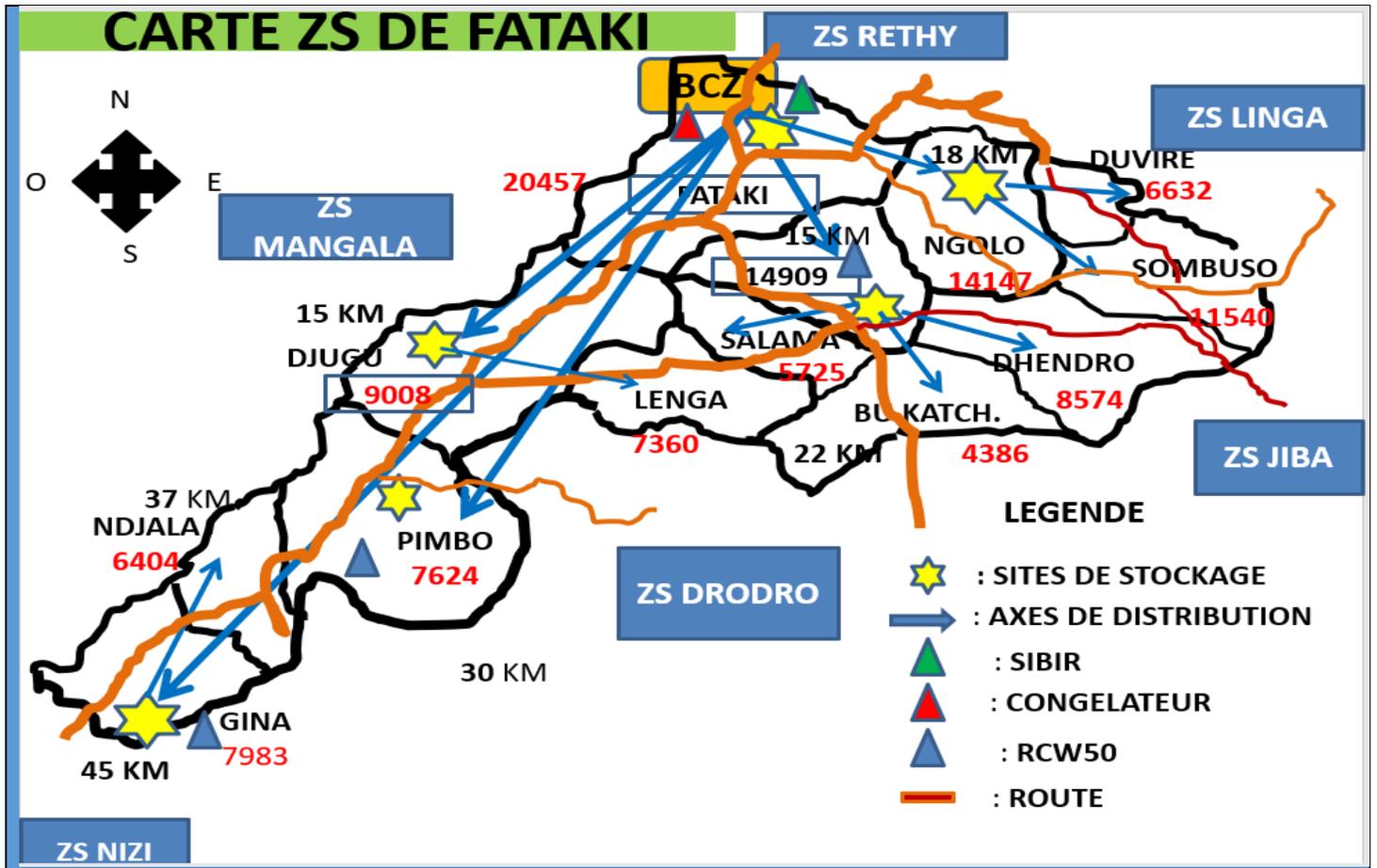
1.4 Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Conflit inter communautaire armé	Protection, sécurité alimentaire et moyen de subsistance, Abris, WASH	Irumu (ZS Bunia), Djugu (ZS Fataki, Drodro, Rethy), Mahagi (ZS Angumu, Aungba, Djalasiga)	DRC, AJEDEC, JUSTICE PLUS, ASSOCITURI, MEDAIR, STAREC	Plus de 300 000 personnes déplacées internes ; Retournées et communauté hôte.
Sinistrés	Abris et WASH	Djugu (ZS Tchomia)	DRC	5500 personnes soient 1100 ménages sinistrés
Sources d'information		Donneurs d'alerte, rapports des organisations dans la zone, rapports des interventions passées, 3W clusters		

1 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	



<p><i>Techniques de collecte utilisées</i></p>	<p>Ont été utilisé comme technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entretiens avec des informateurs clés, • Observation libre des structures communautaires de base, • Entretien en focus group hommes, femmes, filles et Enquêtes ménages avec les ménages de déplacés et les familles d'accueil en utilisant des smart phone et l'application KoboCollect. 																																								
<p><i>Composition de l'équipe</i></p>	<p>CONSEIL DANOIS POUR LES REFUGIES (DRC)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th> <th>Noms et Post Nom</th> <th>Sexe</th> <th>Fonction</th> <th>Contact</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>Irvin MUZIGIRWA</td> <td>M</td> <td>MEAL TEAM LEADER</td> <td>0824050444</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Maman SILUE</td> <td>F</td> <td>ECHO Project Manager</td> <td>0815022409</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>Céline ATUBA</td> <td>F</td> <td>Team leader SARE</td> <td>0828062778</td> </tr> <tr> <td>4</td> <td>Jules KUBUYA</td> <td>M</td> <td>Team leader Protection</td> <td>0827967005</td> </tr> <tr> <td>5</td> <td>Christian NZOKO</td> <td>M</td> <td>Team leader Protection</td> <td>0815394823</td> </tr> <tr> <td>6</td> <td>Stany DJUMA</td> <td>M</td> <td>Chargé genre et redevabilité</td> <td>0819807850</td> </tr> <tr> <td>7</td> <td>Pacifique EBENGA</td> <td>M</td> <td>Assistant protection</td> <td>0814709138</td> </tr> </tbody> </table>	N°	Noms et Post Nom	Sexe	Fonction	Contact	1	Irvin MUZIGIRWA	M	MEAL TEAM LEADER	0824050444	2	Maman SILUE	F	ECHO Project Manager	0815022409	3	Céline ATUBA	F	Team leader SARE	0828062778	4	Jules KUBUYA	M	Team leader Protection	0827967005	5	Christian NZOKO	M	Team leader Protection	0815394823	6	Stany DJUMA	M	Chargé genre et redevabilité	0819807850	7	Pacifique EBENGA	M	Assistant protection	0814709138
N°	Noms et Post Nom	Sexe	Fonction	Contact																																					
1	Irvin MUZIGIRWA	M	MEAL TEAM LEADER	0824050444																																					
2	Maman SILUE	F	ECHO Project Manager	0815022409																																					
3	Céline ATUBA	F	Team leader SARE	0828062778																																					
4	Jules KUBUYA	M	Team leader Protection	0827967005																																					
5	Christian NZOKO	M	Team leader Protection	0815394823																																					
6	Stany DJUMA	M	Chargé genre et redevabilité	0819807850																																					
7	Pacifique EBENGA	M	Assistant protection	0814709138																																					

2 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
--	--	----------------

<p>Besoins en vivres/moyens de subsistance :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Perte de récoltes agricoles, ▪ Difficultés d'accès aux champs, ▪ Réduction des repas (de 3 à 1 fois parfois par jour, voire certaines personnes restent le ventre creux), ▪ Les déplacés n'ont pas de revenus, ajouté au revenu insuffisant des familles d'accueil. 	<p>Distribution de vivres aux populations déplacées et familles d'accueil affectées avec une grande couverture de la zone, en attendant que la sécurité soit rétablie dans leurs zones de provenance.</p>	<p>Tous les déplacés, sinistrés et familles d'accueil.</p>
<p>Besoins en Eau, Hygiène et assainissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Points d'eau insuffisants et distance à parcourir pour se rendre aux points d'eau trop longue ▪ Temps d'attente aux points d'eau trop long ▪ Ménages ne disposent pas d'assez de récipients pour la collecte et le stockage de l'eau ▪ Insuffisance des latrines. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction de points d'eau additionnels près de la population touchée par la crise pour réduire la distance et le temps t'attente. ▪ Réhabilitation/construction de latrines publiques ▪ Distribution des savons ▪ La sensibilisation et mobilisation communautaire sur les bonnes pratiques d'hygiène et assainissement. 	<p>Tous les déplacés, sinistrés et familles d'accueil.</p>
<p>Besoins Abri et AME :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque d'abris pour les déplacés de ce nouveau mouvement de population. ▪ Pas d'AME dans plus des 90% des ménages des personnes déplacées. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution de matériels et matériaux de construction ▪ Distribution de bâches pour couvrir les maisons. 	<p>Tous les déplacés, sinistrés et familles d'accueil.</p>
<p>Besoins soins médicaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les soins médicaux sont payants à 95% et suite à la situation dégradante de l'insécurité dans les zones de provenance, la population déplacée se trouve dans l'incapacité d'avoir accès aux soins médicaux. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Approvisionnement en médicaments essentiels génériques aux structures de santé. ▪ Renforcement des prestataires de soins dans les formations sanitaires et les agents communautaires. ▪ Prise en charge gratuite des soins dans les structures de santé. 	<p>Tous les déplacés, sinistrés et familles d'accueil.</p>
<p>Besoins en éducation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque des matériels didactiques pour enseignants et fournitures scolaires pour élèves ▪ Capacité d'accueil réduite/limitée pour les écoles occupées par les déplacés. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dons de matériels didactiques pour enseignants dans les écoles ▪ Augmenter la capacité d'accueil des écoles (Construction des nouvelles salles de classe) ▪ Distribution des kits scolaires. 	<p>Tous les enseignants des écoles primaires et secondaires, et les élèves en âge scolaire.</p>
<p>Protection VBG</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Cas de violences basées sur le genre ▪ Harcèlement sexuel ▪ Destruction d'écoles et centres de santé ▪ Enlèvement. 	<p>Renforcement des mécanismes de protection (prise en charge des survivants des violences basées sur le genre, réinsertion socio-économique, prise en charge des personnes à besoins spécifiques, etc.).</p>	<p>Les ménages déplacés, sinistrés et familles d'accueil.</p>

Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition, Education.

3 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Dans tous les villages évalués, il existe des personnes nouvellement déplacées et les anciens déplacés. L'assistance d'une des catégories au détriment de l'autre pourrait constituer un blocage dans le processus d'assistance et exposerait les intervenants aux mécontentements des non-bénéficiaires et la non-adhésion des autorités locales, les leaders communautaires, la société civile ainsi que les représentants des déplacés dans le processus d'assistance pourrait mettre à mal les interventions.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Il existe un conflit inter-ethnique dans le territoire de Djugu entre les Hema et les Lendu. Les villages Lendu et Hema ont été évalués. L'assistance d'une communauté au détriment de l'autre pourrait accentuer le conflit qui existe.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Il n'existe aucun risque de distorsion dans l'offre et la demande des services à cause de l'aide.

4 Accessibilité

4.4 Accessibilité physique

Type d'accès	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le centre de Fataki se trouve dans le groupement de Fataki, chefferie de WALENDU DJATSI dans le territoire de Djugu. Il se trouve sur la RN27 à 81km au Nord de la ville de Bunia (3h) et à 89km Sud du centre de MAHAGI(2.5h). Il y a un risque de blocage de l'accès à Fataki à cause de la présence des miliciens à 17km au Nord qui demandent de l'argent à tous les véhicules et au Sud le contexte reste très volatile pour traverser certaines zones notamment l'axe Djugu-Pimbo-Jina où il y a eu des affrontements entre les miliciens et les FARDC en avril. Dans la zone d'Iga à Lopa, les humanitaires sont mal perçus, où une certaine confusion tend à les assimiler à la MONUSCO. L'accès routier n'est pas garanti pendant la saison des pluies suite aux embourbements récurrents des camions citernes ; ▪ Fataki est desservi par d'autres routes secondaires dont celle de Fataki-Ataki-Bule-Drodro -Katoto (3h30), adaptée aux voitures 4x4 du fait de son délabrement avancé. Il y a la présence marquée des miliciens tout au long de cette route, qui demandent de l'argent aux passants, mais ils ne sont pas très exigeants envers les humanitaires. A l'Est, il y a une déviation qui passe par Libi ou Sanduku vers Ame puis relié avec le centre de Mahagi. ▪ La présence de la MONUSCO à 2km à l'Est de Fataki à Djaiba facilite le transport des autorités par hélicoptère depuis Bunia.
---------------------	--

4.5 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	<ol style="list-style-type: none"> 1. Difficulté d'accès physique, les staffs passent la nuit au milieu de la route suite au mauvais état de la route pendant la saison des pluies. <u>Mitigation</u> : Usage des voitures 4x4 est recommandé, faire mouvement en convoi et commencer le mouvement avant midi. 2. Feux croisés entre FARDC et miliciens. <u>Mitigation</u> : Monitoring du contexte avec les forces de sécurité avant tout mouvement. 3. Mauvaise perception des humanitaires et risque d'arrestation par les jeunes qui contrôlent les identités des passagers. <u>Mitigation</u> : Respect des principes humanitaires, faire une bonne sélection de certains staffs selon les zones d'intervention.
Communication téléphonique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vodacom qui couvre plus de 80% sur la route depuis Bunia- Fataki -Mahagi. La qualité de la connexion n'est pas bonne le soir à partir de 18h. La connexion Internet de Vodacom n'est pas bonne. ▪ Airtel couvre Fataki centre seulement. Un signal de bonne connexion pour la communication et pour la connexion internet. Il n'est pas permanent donc d'un moment à l'autre, il peut ne pas être opérationnel.
Stations de radio	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Radio de la paix Djugu émettant à Djugu qui couvre 80% de la zone ▪ Radio Rety qui couvre 30% de la zone.

5 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

5.4 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	➤ Non
--	-------

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Extorsion	Fataki, Djaiba, Loda, Libi	CODECO et FARDC	ND	
Agression sexuelle	Fataki, Djaiba, Loda, Libi et Bule	CODECO et FARDC	ND	
Violation du droit à la liberté de mouvement	Libi	CODECO	ND	
Violence Physique	Fataki, Djaiba, Loda, Libi et Bule	CODECO ET JEUNES AUTOCHTONES	ND	

Incendie/destruction des maisons, Ecoles et centres de santé	Fataki, Loda, Libi et Bule	CODECO	ND	Plusieurs villages ont été incendiés lors des incursions des CODECO. Il s'agit des Centres de santé de Utcha et de l'EP Litho qui ont été détruits par les assaillants CODECO en chefferie de BAHEMA Nord ainsi que de l'Ecole primaire DHENDRU située dans le village Bassa qui a été détruite par les assaillants CODECO.
Meurtre ou mutilation	Fataki, Djaiba, Loda, Libi, Bule et Bassa	CODECO	ND	Plus des 10 personnes ont été décapitées lors des nouvelles incursions des CODECO dans le groupement de Fataki. Lors de leur incursion (CODECO) dans le village Bassa, ils ont abattu 01 garçon vivant avec un handicap. En date du 13 Avril 2021, ils ont mis fin à la vie de 02 garçons et 01 fille ; Dans la localité de Lokpa, située dans le groupement Gali, ils ont réussi à tuer 01 garçon et 01 fille de 13 ans dans la localité de Nyudhai en date du 14 Avril 2021.
Mariage forcé	Libi	PARENTS	ND	
Taxes illégales	Fataki, Djaiba, Loda, Libi et Bule	CODECO, FARDC	ND	Plusieurs barrières illégales sont érigées par les CODECO et les FARDC pour rançonner les passants.
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Les zones évaluées reçoivent des personnes déplacées dans leurs communautés, (Djaiba, Bule pour la communauté Hema et Libi pour la communauté Lendu), ce qui favorise une bonne cohabitation entre les nouveaux déplacés, les anciens déplacés et la communauté d'accueil car ces derniers partagent les mêmes valeurs culturelles.			
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Oui : Autorité locale et acteurs humanitaires 			

Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	Suite à l'insécurité causant plusieurs mouvements de la population, plus de 90% des déplacés n'ont pas accès aux services sociaux de base.			
Présence des engins explosifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non 			
Perception des humanitaires dans la zone	La perception des humanitaires dans les zones est appréciable. Leur présence lors des évaluations ont rassuré les déplacés et les autorités locales surtout dans la zone de santé de RETHY (Groupement Mbrub et Dz'na) où les humanitaires n'interviennent plus depuis ces derniers temps selon les autorités locales.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
AUCUNE	Aucune (pour l'instant)	RAS	RAS	Aucun
Gaps et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible communication sur le Droits humanitaire et les principes de protection des civils en cas de conflits ▪ Ignorance des populations dans les domaines de droits humains et protection. <p><u>Recommandations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser les séances de sensibilisation des acteurs des différents groupes sur le Droit humanitaire ainsi que le respect des droits humains en cas des conflits ▪ Renforcer le monitoring de protection dans la zone de santé de Rethy (Groupements Dz'na et Mbrub). 			

5.5 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	➤ Non	
Classification de la zone selon le IPC	<ul style="list-style-type: none"> • 1 • 2 • 3 	<ul style="list-style-type: none"> • 4 • 5
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Les informations reçues des enquêtes auprès de quelques ménages dans les villages visités donnent un score de consommation alimentaire pauvre (SCA<28). 95% des ménages révèlent que les enfants mangent une fois le jour en faible quantité et qualité, tandis que les parents mangent aussi une fois ou non par jour suite à la rareté des moyens pour se procurer les vivres, suite aussi à l'inaccessibilité aux champs pour la recherche des vivres. La plupart des ménages réduisent le nombre de repas de 3 avant la crise à 1 ou néant actuellement suite aux difficultés d'accès à leurs moyens d'existence.	
Production agricole, élevage et pêche	L'agriculture constitue l'activité principale dans le territoire de Djugu malgré qu'elle soit fortement affectée par la crise. Dans le domaine de l'élevage, c'est le bovin, le caprin, le porcin et la volaille de basse-cour qui sont pratiqués. Ce secteur occupe la deuxième source de revenus	

	mais est perturbé par l'activisme des miliciens dans la zone. Des milliers de têtes de bétail sont emportées par les assaillants.
Situation des vivres dans les marchés	Suite à l'accroissement de la population et la faible production agricole liée à l'inaccessibilité aux champs, les prix des vivres ont augmenté sur le marché. A titre d'exemple, une mesure de haricot qui se négociait à 11000FC aujourd'hui coûte à 18000FC.
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Les stratégies suivantes ont été développées par la communauté évaluée : Plus de 50% consomment les aliments moins coûteux et moins préférés, les autres diminuent la quantité et le nombre de repas par jour pour d'abord donner priorité aux enfants qui malgré tout ne prennent qu'un seul repas par jour. D'autres effectuent des travaux journaliers contre la nourriture pour subvenir aux besoins de la famille.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune réponse	RAS	RAS	RAS	Une réponse urgente en sécurité alimentaire, distribution des vivres serait souhaitable pour pallier aux gaps observés.

Gaps et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque d'assistance dans cette période difficile pour les personnes déplacées et les familles d'accueil. ▪ Insuffisance de vivres au niveau des ménages, les personnes déplacées mangent difficilement, une fois ou ne mangent presque pas par jour. ▪ Une diversité alimentaire de plus en plus faible car l'accès aux sources pour les aliments se réduit de plus en plus suite à la perte de leurs moyens d'existence. <p>Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution de vivres aux populations déplacées et familles d'accueil affectées en attendant que la sécurité soit rétablie dans leurs zones de provenance ▪ Appuyer les ménages déplacés et victimes des conflits inter-ethniques armés en intrants agricoles.
--------------------------------	--

5.6 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<ul style="list-style-type: none"> Non
Impact de la crise sur l'abris	Les déplacés en fuyant l'insécurité dans leurs zones d'origine ont abandonné leurs maisons et pour d'autres leurs maisons ont été incendiées. Plusieurs déplacés sont exposés aux intempéries suites aux conditions de logement très déplorables surtout ceux qui sont dans les sites spontanés.
Type de logement	<ul style="list-style-type: none"> Familles d'accueil Sites spontanés Centres collectifs (Ecoles, églises, etc). <p>Abris transitoires construit en matériaux locaux (paille, bâches) dans un site spontané.</p>
Accès aux articles ménagers essentiels	La majorité des déplacés n'ont pas accès aux AME (Articles Ménagers Essentiels), ils ont du mal à réaliser certaines activités quotidiennes comme cuisiner, s'habiller, stocker de l'eau, etc.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Oui, mais les familles d'accueil ne disposent pas d'articles ménagers en quantité suffisante. Néanmoins en signe de solidarité, ils se partagent le peu qu'ils ont avec tous les risques possibles.
Situation des AME dans les marchés	Les AME (Articles Ménagers Essentiels) sont disponibles sur le marché de Bule.
Faisabilité de l'assistance ménage	Oui, accès possible dans la zone, sous réserve que la route nationale RN27 soit ouverte. Il serait donc important de penser assister ces ménages soit par une assistance en cash, distribution directe pour soutenir leurs revenus ou organiser des foires aux AME et abris.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
AUCUNE	Aucune (à l'heure actuelle)	RAS	RAS	RAS

Gaps et recommandations	<p>Gaps :</p> <ul style="list-style-type: none"> Articles ménagers essentiels de première nécessité dans les familles d'accueil (90% de ménages des déplacés) Manque d'articles Faible coût financier pour se procurer des biens essentiels aux marchés Carence d'articles ménagers essentiels dans les familles des déplacés et sinistrés.
	<p>Recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> Distribution de 1000 Kits AME au niveau des ménages déplacés, sinistrés et familles d'accueil et 1000 kits NFI pour les enfants Apporter une assistance d'urgence en AME pour les déplacés en familles d'accueil des zones touchées Organiser les distributions de Kits Abris d'urgence en faveur des déplacés sinistrés et en familles d'accueil Construction de 3539 abris d'urgence type I au niveau des sites.

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (Re)construction de 203 abris d'urgence type II dans les familles d'accueil. ▪ Construction de 71 latrines d'urgence communautaire. ▪ Construction de 203 latrines familiales. ▪ Construction de 36 douches d'urgence communautaire. <p>L'abri d'urgence type I est construit avec des sticks ou perches de bois et est entièrement couvert en bâche. Il est préconisé pour répondre de manière immédiate aux situations d'urgence dans les zones d'action du projet pour apporter une solution rapide aux ménages afin qu'ils puissent se protéger des intempéries et vivre dans la dignité. Cette solution est utilisée dans les sites de déplacés et en familles d'accueil ou la construction locale n'est pas souhaitée. Tel que recommandé par le cluster abri, dans un souci d'efficacité et de durabilité, DRC adopte une typologie utilisant les techniques et les matériaux locaux suivant les modes d'habiter et les savoir-faire.</p> <p>L'abri d'urgence type II est réalisé avec couverture en combinaison bâche et d'autres matériaux locaux (souvent du torchis de terre). Il est adopté dans les conditions où les bénéficiaires sont appelés à passer ou sont restés beaucoup de temps dans un lieu et où ils ont déjà développé des mécanismes de résilience. Cette approche est en effet recommandée par le cluster pour des déplacements ayant tendance à prendre beaucoup de temps dans un milieu et où l'approche bâche devient coûteuse du point de vue renouvellement.</p>
--	---

5.7 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<ul style="list-style-type: none"> • Non
Moyens de subsistance	Les populations de Djugu vivent essentiellement de l'agriculture, d'élevage mais aussi de petit commerce. Mais suite à cette crise, les populations déplacées n'ont plus accès à leurs sources de revenus. Par conséquent, les personnes affectées connaissent d'énormes problèmes liés aux faibles moyens de subsistance.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	<p>Aujourd'hui, les personnes déplacées connaissent un accès très réduit aux moyens de subsistance dans la zone de déplacement. Elles constituent cependant une importante main-d'œuvre pour les ménages d'accueil car la majorité recourt aux travaux journaliers (défricher, labourer) pour survivre. Certains ménages déplacés font recours à la mendicité.</p> <p>Certains ménages déplacés et sinistrés pour subvenir aux besoins de leurs familles pratiquent des travaux journaliers auprès de la communauté hôte.</p> <p>Actuellement, cette population vit de la mendicité et des travaux journaliers, le tarif journalier étant de 1500 Fc soit 0,75 \$ par jour pour un ménage et ce n'est pas tout le monde qui trouve ce petit travail journalier et encore moins tous les jours.</p>

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
AUCUNE	RAS	RAS	RAS	RAS

Gaps et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> Manque de moyens de subsistance pour les déplacés et les familles d'accueil. <p>Recommandation : Soutenir les activités génératrices de revenus à travers la distribution du CASH inconditionnel pour 1000 bénéficiaires. Organiser les formations professionnelles en faveur des déplacés et les familles d'accueil.</p>
--------------------------------	--

5.8 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Au départ avant le conflit, deux grands marchés étaient fonctionnels dans la zone d'étude chaque jeudi et dimanche à Fataki et Bule. Cependant, il existe d'autres sous marchés communément appelés Kasoko/Limanga dans cette zone (Jaiba et Libi).
Existence d'un opérateur pour les transferts	On retrouve des opérateurs M-PESA à Bule et Fataki.

5.9 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<ul style="list-style-type: none"> Non 	
Risque épidémiologique	Les risques d'attraper des maladies d'origine hydrique sont élevés à cause de l'insuffisance des latrines, l'insalubrité et le manque de savons. 8 sur 10 des ménages enquêtés utilisent des latrines communes sans le respect des normes (50 personnes par porte) et d'autres défèquent à l'air libre à quelques mètres de leur habitat. En plus, il y a une forte probabilité d'explosion des maladies d'origine hydrique suite à l'utilisation des eaux polluées par les latrines inondées.	
Accès à l'eau après la crise	Des files d'attente sont observées autour des quelques sources existantes dans les villages sauf à Loda où la population utilise l'eau de la rivière sans traitement.	
Type d'assainissement	Estimatif du % de ménages avec des latrines : 30%	Défécation à l'air libre : <ul style="list-style-type: none"> Oui
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	<ul style="list-style-type: none"> Non 	
Pratiques d'hygiène	Estimatif du % de ménages ayant accès à des services d'hygiène adéquat : 0%	

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
AUCUNE	RAS	RAS	RAS	RAS

Gaps et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisances de latrines dans la communauté d'accueil ▪ Manque de poubelles publiques ▪ Manque des dispositifs de lavage de mains. <p>Recommandation</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmentation des latrines ▪ Distribution des savons ▪ Distribution des dispositifs de lavage de mains.
--------------------------------	---

5.10 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	➤ Non	
Risque épidémiologique	Vues les mauvaises conditions dans lesquelles vivent les déplacés, les risques sont élevés pour des maladies d'origine hydrique et d'autre maladies.	
Impact de la crise sur les services	Centres de santé, occupés ou pillés zone de départ, combien 0	Centres de santé détruits, occupés ou pillés zone d'arrivée, combien 0

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Indicateurs collectés au niveau des structures	CS1	CS2
Taux d'utilisation des services curatifs	37%	40%
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	0,06%	0,09
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	0%	0%
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	0%	0%
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	0%	0%
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0%	0%

Services de santé dans la zone Compléter le tableau ci-dessous :

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines
CSR Libi	Etatique	37	5	17	Non	4
CSR Bule	Etatique	16	6	20	OUI	6

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
AUCUNE				

Gaps et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance des structures de santé ▪ Manque de médicaments dans les structures de santé. <p>Recommandation</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réhabilitation ou construction des structures de santé ▪ Appuyer les structures de santé pour rendre les soins des santé gratuits.
-------------------------	--

5.11 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	➤ Non
--	-------

Impact de la crise sur l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ecoles détruites, occupées ou pillées zones de départ, combien 3 ▪ Ecoles détruites, occupées ou pillées zones d'arrivée, combien 4 	Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ? <ul style="list-style-type: none"> • Oui <p>14 jours de rupture</p>
------------------------------------	--	---

Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Donner une indication du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise par catégorie de population pertinente																
	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="background-color: #D9E1F2;">Catégorie</th> <th style="background-color: #D9E1F2;">Total</th> <th style="background-color: #D9E1F2;">Filles</th> <th style="background-color: #D9E1F2;">Garçons</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Population autochtone</td> <td>553</td> <td>300</td> <td>253</td> </tr> <tr> <td>Déplacés</td> <td>452</td> <td>20</td> <td>432</td> </tr> <tr> <td>Retournés</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Total	Filles	Garçons	Population autochtone	553	300	253	Déplacés	452	20	432	Retournés	0	0	0
Catégorie	Total	Filles	Garçons														
Population autochtone	553	300	253														
Déplacés	452	20	432														
Retournés	0	0	0														

Services d'Education dans la zone	Compléter le tableau ci-dessous :
-----------------------------------	-----------------------------------

Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)
EP JAIBA	Conv. Catholique	553	19	29	50	Oui	31
EP 2 FATAKI	Conv. Catholique	452	14	32	30	Oui	45
Total		1005	33	61	80		76

Capacité d'absorption	Indiquer la capacité d'absorption des enfants déscolarisés par les écoles de la zone.
-----------------------	---

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
AUCUNE	RAS	RAS	RAS	Aucune assistance apportée jusqu'à présent.

Gaps et recommandations

- Plus de 60% des enfants déplacés ne fréquentent pas l'école suite aux capacités insuffisantes des écoles
- Manque d'objets classiques et matériels didactiques
- Manque d'encadrement
- Insuffisance de nourriture
- Seuls les élèves finalistes étudient étant donné que les salles de classe sont occupées.

Recommandations

- Appuyer les écoles avec les matériels didactiques et renforcement de capacités des enseignants avec 50 kits enseignants et 30 kits didactiques.
- Distribution des uniformes et les objets classiques aux enfants déplacés dont 2000 kits scolaires pour les enfants déplacés
- Distribuer la nourriture.